

"La guerre des ruines", J.-P. Payot, éd. Choiseul

mercredi 22 septembre 2010, par [Jean-Pierre PAYOT](#), [Sylvie BLANCHET](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Jean-Pierre PAYOT](#), [Sylvie BLANCHET](#), "La guerre des ruines", J.-P. Payot, éd.
Choiseul, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 22 septembre 2010.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Sylvie Blanchet a rencontré Jean-Pierre Payot pour lui poser trois questions au sujet de son livre, *La guerre des ruines. Archéologie et géopolitique*, Paris, éd. Choiseul, 2010.

Un ouvrage remarquablement écrit qui se lit avec grand plaisir.

Sylvie Blanchet : Quelle est l'originalité de votre livre ?

Jean-Pierre Payot : L'originalité de *La guerre des ruines* tient essentiellement au fait d'aborder l'archéologie sous un angle qui n'a pas été éclairé jusqu'à maintenant. Les relations existantes entre archéologie et politique ont certes déjà pu être abordées dans un certain nombre d'articles parus dans des revues plus ou moins spécialisées. En particulier, les liens avec le nationalisme parfois très virulent dans certains pays ont pu être mis en évidence. Mais au-delà de ces aspects, l'apport de l'ouvrage vient de ce qu'il met en exergue la dimension géopolitique de l'archéologie. Une dimension largement ignorée dans l'ensemble. Entendons-nous. Par géopolitique, il faut comprendre l'ensemble des enjeux de pouvoir, mais aussi d'identité, relatifs à des territoires. Ces enjeux peuvent prendre la forme d'une revendication, d'une domination, ou d'un contrôle sur l'espace. De tels enjeux mettent aux prises des acteurs d'origine et de statuts très variés. Le plus souvent, il s'agit d'Etats. Mais pas seulement. Des organismes internationaux comme de simples citoyens regroupés en association peuvent à leur niveau jouer un rôle dans une certaine configuration géopolitique. Bien sûr, à ce stade, les échelles doivent être prises en compte. Quoiqu'il en soit, au cœur du problème se trouve le territoire. Ce dernier est l'entité de référence à laquelle se rapporte toute analyse géopolitique. Le territoire peut être physique, réel. Mais il peut aussi être « vécu », « représenté » par ceux qui l'occupent. Il existe donc une dimension fortement symbolique du territoire. Or, l'archéologie participe de plein droit de cette approche symbolique du territoire. Les artefacts mis régulièrement au jour, du fait de leur historicité ainsi que de leur patrimonialisation plus ou moins immédiate, renvoie en effet directement au territoire, c'est-à-dire au « sol » compris comme une strate quasi affective à laquelle se réfèrent les populations en général.

"Nos ancêtres les Gaulois..."

Il y a bien longtemps, dans une histoire nationale, on pouvait voir apparaître les Gaulois comme « nos ancêtres ». Une telle affirmation, longtemps inscrite dans les manuels scolaires français, relève d'évidence d'une vision pour le moins simpliste et déformée de l'histoire et renvoie davantage à un « lieu de mémoire » qu'à une véritable histoire scientifique. Il en va de même pour l'archéologie. Un vase, des ossements, des outils ou tout autre objet sorti du sol, évoque pour beaucoup d'entre nous -souvent à tort- une forme de généalogie abstraite propre à créer un lien, un fil conducteur entre les vies passées et la nôtre. Or, un tel lien se déploie sur le territoire, celui là même que nous partageons avec nos aïeux... Prenant acte de telles considérations, nombre de gouvernements ou d'entités diverses, n'ont pas hésité jusqu'à maintenant à jouer sur le ressort géopolitique de l'archéologie. Instrumentaliser cette discipline afin d'affirmer une domination ou un contrôle sur un territoire, tel a été, reste, et sans doute, sera encore l'objectif de bien des dictateurs ou groupes dépourvus d'arguments d'autres natures pour arriver à des fins similaires. L'instrumentalisation peut d'ailleurs prendre plusieurs formes. Il n'est par rare que la science archéologique soit elle-même

directement manipulée dans un sens conforme aux intérêts géopolitiques de ceux qui en tirent les ficelles. Dans ce cas, il est instamment demandé aux archéologues d'abandonner toute forme de probité scientifique... si certains archéologues se soumettent volontiers à ce type d'injonction, l'immense majorité d'entre eux ont cependant à cœur de respecter la déontologie de leur discipline. Dans d'autres cas, ce sont les vestiges retirés des fouilles ou déjà entreposés dans des musées qui font l'objet de manipulations. Par leur forte dimension identitaire, ces vestiges peuvent alors se trouver au centre d'intentions franchement géopolitiques. Par exemple, des ossements d'un type particulier ne fournissent-ils pas une preuve d'antériorité sur le territoire d'un groupe politique social ou culturel par rapport à un autre ? On le voit bien, l'archéologie, au cours de sa longue histoire, s'est souvent trouvée et se trouve encore au cœur d'enjeux de nature spécifiquement géopolitique.

S. B. Pouvez-vous donner un exemple significatif ?

J.-P. P. Mille exemples peuvent venir étayer la thèse de l'instrumentalisation de l'archéologie à des fins géopolitiques. Les cas sont si nombreux qu'il a fallu dans l'ouvrage les organiser par catégories. Une telle construction est d'ailleurs parfois apparue comme abstraite, tant l'ensemble des situations analysées relèvent systématiquement de la même démarche. A l'origine, une entité de nature politique, religieuse ou culturelle s'oppose à une autre à propos de tout ou portion d'un territoire. Dans chacun des cas l'archéologie fait irruption à un moment du conflit qui met aux prises les deux parties. Quelle que soit le contexte, l'archéologie est systématiquement appelée à fonder une sorte de « droit historique ». La convocation de la science archéologique ou des vestiges issus des fouilles, dans le cadre d'une sorte de « tribunal géopolitique », permet aux uns et aux autres de se fournir en arguments historiques -donc « dignes de foi »- pour légitimer telle ou telle revendication sur un territoire. Dans de tels cas de figure, l'archéologie est instrumentalisée pour attester d'une priorité, d'une prééminence et au total d'un droit sur le territoire fondé sur un pseudo-ancrage dans le temps. Ce droit peut d'ailleurs avoir un contenu politique, mais aussi culturel et religieux. Nombre d'artefacts, nombre de monuments archéologiques revêtent en effet une dimension religieuse. Souvent d'ailleurs cette dimension renvoie à des religions encore « vivantes » de nos jours. La tentation est grande alors pour ceux qui se réclament de ces religions de faire valoir les objets archéologiques comme preuve indiscutable d'un droit à dominer sans partage le territoire.

Le conflit israélo-palestinien, un cas d'école

A cet égard, le Moyen-Orient peut figurer comme un cas d'école. Le conflit israélo-palestinien illustre au premier chef ce type de contentieux géopolitique dont l'archéologie est partie-prenante. Souvenons-nous. La naissance de l'Etat d'Israël en 1948 avait entraîné une première guerre avec ses voisins et en particulier avec les Palestiniens. Le conflit s'était soldé par une victoire israélienne mais a légué aux générations actuelles un conflit qui semble s'aggraver dans un contexte de mondialisation accélérée. Ce point de cristallisation n'est pas sans susciter de nombreuses réactions « identitaires » ou même ceux qui ne présentent pas de proximité immédiate avec l'une ou l'autre des deux parties, réagissent parfois de manière passionnée. Ce caractère émotionnel s'accroît en particulier avec l'utilisation parfois douteuse de l'archéologie. Une archéologie qui met au jour des vestiges rappelant la fondation du royaume de David, ou attestant de la présence de populations non juives dans des temps reculés... Jérusalem, en particulier, cité « universelle », triplement sainte, reste l'objet de toutes les

convoitises. Comment des fouilles sous la ville pourraient-elles passer inaperçues ? Sous le feu des projecteurs, les campagnes archéologiques menées dans les quartiers les plus sensibles, ne peuvent paraître anodines tant elles représentent un enjeu géopolitique considérable. Outre le statut de la ville, c'est, pour certains, de l'existence même de l'Etat d'Israël dont il est question. Mais le Moyen-Orient ne se limite pas à la question israélo-palestinienne. L'Irak, à l'époque où le pays était encore sous la domination de Saddam Hussein, a fait la preuve lui aussi qu'il était possible de tirer un grand profit géopolitique de l'archéologie. Le rais irakien n'a-t-il pas remis au goût du jour l'épopée de l'empire de Nabuchodonosor ? Quel fut son objectif si ce n'est, à travers en particulier la reconstitution de la cité de Babylone, d'affirmer à la face du monde le caractère irakien de la « 21e province » de l'Irak, à savoir le petit Koweït voisin ? Simple déduction : si on admettait que les frontières de l'ancien empire intégraient celles du Koweït actuel, n'était-il pas dès lors légitime de revendiquer ce territoire au nom de l'histoire ? Malheureusement, le Proche Orient n'est pas la seule région du monde où l'archéologie est mise à contribution dans un sens géopolitique...

S. B. : Quelle a été votre surprise ?

J.-P. P. : De toute évidence, ce qui m'a le plus surpris est le caractère historique du phénomène. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'archéologie est déviée de sa trajectoire. Son instrumentalisation dans un sens politique et en particulier nationaliste est apparu il y a longtemps. Du point de vue géopolitique, il en va de même. J'ai pu faire remonter ce mécanisme à la très haute Antiquité. Nabonide, ultime roi de Babylone savait déjà tirer profit de l'archéologie. Il est d'ailleurs connu comme le premier chef d'Etat à s'intéresser de près à cette discipline. Issu d'un milieu obscur, largement influencé par sa mère, grande prêtresse de Sîn, Nabonide est très vite entré en conflit avec les tenants du dieu Marduk, principale divinité à cette époque. Dans sa soif d'élever le dieu Sîn en concurrent de Marduk, il est évident que Nabonide a voulu affirmer son autorité impériale. Pour ce faire, il n'a pas hésité à lancer une vaste campagne de réhabilitation des temples dédiés à son dieu favori. Mais au-delà de l'affrontement religieux, Nabonide a sans doute cherché, par sa politique archéologique, à se mettre dans le sillage de son ancêtre Hammourabi et par là réaffirmer son emprise sur un immense territoire sujet à de nombreuses séditions. Comme son célèbre prédécesseur, Nabonide a cherché à dessiner une empreinte ineffaçable et originale sur le territoire. Après lui, les empereurs romains ont eux aussi usé du levier archéologique. S'appuyant sur l'héritage mythologique qui voulait que le fondateur de Rome, Romulus se soit établi sur le Palatin, Auguste, fils adoptif de César et premier empereur romain, n'a pas hésité à bâtir son palais à l'endroit même où son illustre devancier avait bâti le sien. Autant dire que, dans ce cas de figure, l'archéologie a servi à assurer un lien de continuité dans le temps. Un lien de prestige propre à confirmer une emprise politique sur l'espace.

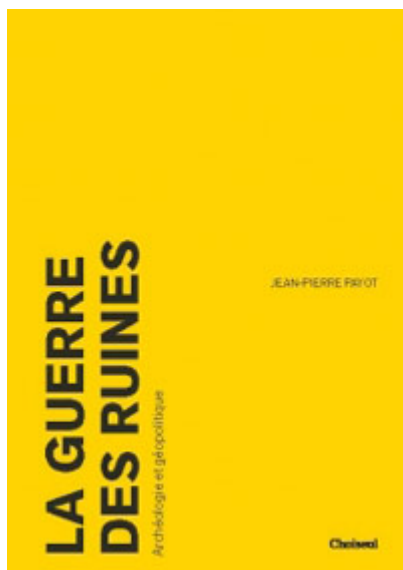
L'archéologue et le médecin légiste

Un autre aspect tout aussi étonnant consiste dans le rôle attribué à l'archéologie dans le cadre des missions d'expertise médico-légale des charniers. Comme les chantiers archéologiques plus classiques, les charniers relèvent en effet de méthodes et de démarches propres à la discipline archéologique. L'approche stratigraphique, l'exigence de relevés précis... Toutes les techniques de base se retrouvent dans l'expertise des charniers. Ces derniers se sont multipliés dans l'histoire récente. Que l'on songe à ceux édifiés par les nazis pendant la

Deuxième Guerre mondiale ou, ceux scandaleux, plus proches de nous, qui ont procédé de la récente guerre de Yougoslavie ou du génocide rwandais. Dans chaque cas de figure, les crimes ont été commis dans des contextes géopolitiques précis. Les charniers constituent donc des preuves *a posteriori* de massacres commis par telle ou telle partie, motivée par tel ou tel enjeu géopolitique. L'archéologue, aux côtés du médecin légiste, intervenant à la demande d'Etats ou d'organismes internationaux, est donc sommé après coup de dire « le droit ». Or, dire qui est coupable, une fois le conflit achevé, ne revient-il pas à nourrir dans un sens ou dans un autre le contentieux géopolitique préalable au conflit, tout en lui donnant une dimension nouvelle fondée sur l'accumulation d'arguments légaux nouveaux ? Comme on peut le constater, le détournement géopolitique de l'archéologie présente de multiples facettes. Des facettes dignes d'étonner le scientifique le plus averti.

Copyright septembre 2010-Payot-Blanchet/Diploweb.com. A titre exceptionnel, cet article peut être reproduit gratuitement sur tout support honorablement connu, sous réserve de respecter l'intégrité du texte et d'indiquer l'URL de la page source

Plus : Jean-Pierre Payot, *La guerre des ruines. Archéologie et géopolitique*, Paris, Choiseul, 2010



Éclairant et original, *La Guerre des ruines* explore une face longtemps ignorée de l'archéologie : sa dimension géopolitique. Celle-ci remonte à la nuit des temps avec le dernier roi de l'Empire néobabylonien, Nabonide, premier souverain à se préoccuper des vestiges religieux. Auguste (1er siècle) fit de l'archéologie une science « utile » pour la politique : lieux de mémoire, mais aussi construction d'une identité et de son corollaire, la falsification.

Avec la montée des nations puis des nationalismes, les ruines ont pris une indéniable valeur politique. L'Allemagne nazie a voulu y trouver les preuves de sa supériorité et les justifications pour étendre son territoire.

Avec la mondialisation, cette archéo-politique n'a pas faibli, bien au contraire.

Touchant au divin, aux symboles et à la culture, l'archéologie est devenue un outil d'influence et de séduction dans la compétition internationale.

Sur le site des éditions Choiseul [Voir](#)

Sommaire, extrait du livre et bon de commande



L'actualité des liens entre Archéologie et Géopolitique, par Jean-Pierre Payot, sur le blog adossé au [diploweb.com](#)

. L'Inde retient son souffle : l'affaire du temple d'Ayodhya [Voir](#)

P.-S.

Passionné d'archéologie, Jean-Pierre Payot est agrégé d'histoire géographie et formateur au CEPEC International. Sylvie Blanchet est professeur d'histoire géographie à Paris.